

11 Scénario de référence

Les chapitres qui précèdent ont traité des méthodes de projection du secteur réel, du secteur extérieur, des finances publiques et des agrégats monétaires. Bien que, dans la pratique, les projections de chaque secteur puissent être effectuées en partie de manière indépendante (souvent par des services différents dans un pays donné), on ne peut les considérer comme faisant partie d'un scénario économique que dans la mesure où la *cohérence* entre ces projections a été assurée. En quoi consiste cette cohérence? Comment peut-on l'assurer? Ces points sont examinés dans la section I.

Un scénario économique qualifié de scénario de référence (cf. "Qu'est-ce qu'un scénario de référence?", appendice au chapitre 7) est fondé sur l'hypothèse que les politiques économiques resteront inchangées durant la période de projection. Il permet d'évaluer la viabilité de la situation économique et d'identifier les sources des déséquilibres éventuels. Ceci permet donc d'identifier les problèmes à résoudre et le type de mesures de politique économique et financière requises. La section II examine comment s'effectue le *diagnostic* à partir d'un scénario de référence. La section III correspond à l'exercice (diagnostic et scénario de référence) sur la Tunisie.

I. Cohérence des projections macroéconomiques

Les projections des quatre grands secteurs doivent respecter les *relations comptables* et tenir compte des *relations de comportement* entre certaines variables.

1. Cohérence comptable

Qu'il s'agisse de données historiques ou de projections, les comptes macroéconomiques doivent être cohérents du point de vue comptable. D'une part, comme on l'a vu, chaque compte doit être

équilibré par construction : les ressources en biens et services doivent être égales aux emplois, les soldes négatifs de la balance des paiements et des comptes de finances publiques doivent être financés par des ressources intérieures et/ou extérieures, et les avoirs et engagements de la situation monétaire doivent être égaux.

D'autre part, comme on l'a vu notamment lors de l'examen des interrelations entre les différents comptes (cf. chapitre 6), les comptes doivent être cohérents entre eux. Ainsi, la variation des avoirs extérieurs nets dans la balance des paiements doit être reflétée de façon cohérente dans la situation monétaire, au moins au niveau des projections. Les exportations et importations de biens et services enregistrées dans les comptes nationaux doivent être compatibles à celles figurant dans la balance des paiements. Le flux de financement bancaire dans les comptes de finances publiques doit correspondre à l'évolution que fait apparaître la situation monétaire en termes d'encours. Les dépenses publiques qui ressortent des statistiques de finances publiques doivent être compatibles avec les emplois correspondants qui figurent dans les comptes nationaux.

2. Cohérence économique ou de comportement

Les principales variables macroéconomiques doivent être aussi cohérentes du point de vue du *comportement* des agents économiques. Alors que la spécification exacte de ces relations, en général, reflète la théorie économique, l'estimation de paramètres pose souvent des problèmes statistiques délicats. En dépit de ces difficultés, les évolutions des variables déterminées par des comportements économiques doivent être cohérentes à la fois entre elles et avec les hypothèses retenues en matière de politique économique, et d'environnement économique national et international.

Ainsi, parmi les facteurs influant sur les exportations et les importations de biens et services

figurent le niveau d'activité économique et certains prix relatifs; la consommation est liée, entre autres, au revenu et donc indirectement à la production; l'investissement et la production influent l'un sur l'autre; le niveau d'activité et celui des prix font partie des principaux déterminants de la demande de monnaie, alors que la politique monétaire agit à son tour sur le rythme de la hausse des prix; de nombreux postes des comptes de finances publiques, tant du côté des recettes que des dépenses, subissent dans une large mesure les effets de l'évolution de variables économiques telles que le revenu, les importations ou les taux d'intérêt.

Il convient aussi de veiller à l'évolution des agrégats relatifs au *secteur privé*. Dans le chapitre sur les interrelations, les comptes du secteur privé (ou plus précisément du secteur "hors administrations publiques," qui englobe les ménages, les entreprises privées, les institutions à but non lucratif et une partie des entreprises publiques) ont été déterminés de manière résiduelle. Il convient donc de vérifier que l'évolution projetée des variables déterminées de manière implicite ou résiduelle (par exemple, comme la consommation privée ou l'investissement privé) est conforme aux comportements économiques et aux hypothèses générales utilisées lors des différentes projections.

II. Diagnostic à partir d'un scénario macroéconomique

Pour préparer un diagnostic de l'économie il est nécessaire d'évaluer la viabilité des projections de l'évolution de l'économie, et d'identifier la *nature*, l'*ampleur* et les *causes* des déséquilibres éventuels.

1. La notion de viabilité et ses différents aspects

Au niveau le plus général, on considère qu'une situation ou qu'un scénario économiques sont *viabiles* si cette situation peut être soutenue à moyen terme ou si cette situation peut persister sans faire apparaître de déséquilibre qui rendrait inévitable à terme un ajustement ou une correction. Le rythme et la qualité de la croissance économique font également partie des éléments permettant de juger de la viabilité d'un scénario. Ainsi, si l'on s'attend à ce que le rythme de croissance en termes réels reste durablement inférieur à celui de la population, impliquant par là-même un déclin du revenu par tête, il sera difficile de considérer un tel scénario comme viable à moyen et à long termes. Par

ailleurs, même lorsque le rythme de croissance prévu peut paraître acceptable à première vue, la viabilité d'un scénario macroéconomique sera douteuse si cette croissance se fait au détriment de l'équité et du bien-être des groupes les plus pauvres, ou si elle implique une destruction de l'environnement ou une utilisation excessivement rapide de ressources naturelles non renouvelables.

La viabilité d'un scénario économique suppose celle de la balance des paiements. On dit que la position de la balance des paiements est *viable* ou *soutenable* à moyen et long termes lorsque l'on considère que le solde des transactions courantes (projeté à moyen et long termes) peut être *couvert sans recours à des financements exceptionnels*. Il s'agit donc d'un concept prospectif, reposant sur un examen de l'évolution probable à moyen et long termes. Ainsi, un déficit du solde des transactions courantes de la balance des paiements est considéré comme viable, si des concours extérieurs de même ampleur sont disponibles pour le *financer*. Ceci pourra notamment être le cas lorsque ces mouvements de capitaux servent à financer des investissements que l'on considère suffisamment rentables et qui assureront ultérieurement une croissance économique adéquate. L'existence d'un déficit du compte courant de la balance des paiements reflète une insuffisance de l'épargne nationale par rapport aux dépenses d'investissement totales. Ceci reflète aussi les difficultés de mobilisation des ressources au niveau du secteur public (capacité à recouvrer un montant suffisant de recettes fiscales) et du secteur privé (capacité d'autofinancement des entreprises, épargne des ménages), en relation avec la performance du système financier.

Dans la pratique, il arrive cependant que le caractère non soutenable (ou non viable) à moyen et long termes du scénario d'évolution d'une économie soit manifeste au vu de la situation courante et des tendances passées, sans qu'il soit nécessaire de recourir explicitement à un exercice de projection. C'est le cas lorsque le déficit du compte courant atteint un niveau tel qu'il ne peut être couvert que par des financements exceptionnels, y compris l'accumulation d'arriérés de paiements extérieurs, et que, au vu des évolutions récentes, il apparaît clairement que ce déficit est structurel et ne peut pas être réduit sensiblement sans faire appel à des mesures correctrices. Dans d'autres cas, la préparation d'un scénario économique réaliste et prudent permet de mettre en évidence l'apparition ou l'aggravation (plus rarement la réduction) d'un déséquilibre dont l'ampleur avait jusqu'alors paru acceptable.

En dehors des déficits du compte courant extérieur (effectifs et projetés), plusieurs autres indicateurs

peuvent contribuer à porter un jugement sur la viabilité du scénario d'évolution de l'économie.

- Tout déficit du solde courant doit être financé, ce qui donne lieu à une augmentation de la *dette extérieure* et rend nécessaire l'allocation d'une part plus importante des ressources en devises pour assurer le service de cette dette. Comme on l'a vu dans la section portant sur ce thème (section 8.II), divers indicateurs sont couramment utilisés pour mesurer et évaluer la situation de l'endettement extérieur.
- La situation des *réserves extérieures* peut aussi aider à apprécier la viabilité extérieure. La dégradation du niveau des réserves (brutes) en-dessous d'un seuil jugé acceptable traduit en général la difficulté de financer le déficit courant par des entrées nettes de capitaux et donc l'existence d'un déséquilibre qui n'est pas soutenable à moyen terme.
- Le recours à des *financements exceptionnels*, tels que le rééchelonnement ou l'annulation du service de la dette ou de l'encours de la dette, est en général, surtout lorsqu'il a lieu de manière répétée, le signe de difficultés au moins temporaires à financer le déficit du solde courant. Cependant, des financements de ce type ne sont normalement accordés que lorsque les autorités du pays en question se sont engagées à prendre des mesures de nature à restaurer la viabilité de leurs comptes extérieurs. L'accumulation d'arriérés de paiements extérieurs constitue, de fait, une forme de financement exceptionnel unilatéral qu'un pays débiteur impose à ses créanciers. Compte tenu du coût élevé d'une telle forme de financement, en termes de perte de crédibilité du pays qui choisit d'y recourir, elle est clairement le signe d'une situation non viable à laquelle, en plus, les autorités ne sont pas disposées ou capables de remédier. Ainsi, lorsqu'un pays recourt à l'accumulation d'arriérés de paiements, c'est en général qu'il a épuisé les autres formes de financement.
- Enfin, des *signes indirects* d'une situation économique non viable peuvent être détectés au niveau du comportement des agents économiques. Ainsi, l'apparition d'un phénomène de "dollarisation" de l'économie, c'est-à-dire l'utilisation croissante d'une monnaie étrangère (dollars) pour le règlement de transactions intérieures, traduit une perte de confiance dans la stabilité et la valeur de la monnaie nationale, liée à des politiques économiques inadaptées à la situation. De

même, le développement d'un marché des changes parallèle, qui découle de la non-convertibilité de la monnaie nationale, est en général la conséquence indirecte d'un déséquilibre extérieur, lui-même reflétant le maintien d'un taux de change irréaliste.

2. Identification de la nature et des causes des déséquilibres économiques

Le diagnostic doit permettre non seulement d'évaluer la viabilité de la situation et des perspectives économiques, mais aussi d'identifier les sources d'éventuels problèmes ou déséquilibres économiques et financiers. Ceci permet de choisir les instruments de politique économique qui devront être mis en oeuvre pour les corriger. Pour ce faire, il est nécessaire d'examiner le scénario de référence, représenté par les projections cohérentes des quatre secteurs et le tableau des flux économiques et financiers (interrelations), ainsi que le tableau des principaux indicateurs économiques et financiers.

Le diagnostic de l'économie peut porter d'abord sur le rapport entre le niveau de la demande intérieure globale et la capacité de production : la demande globale est-elle suffisante pour assurer le *plein emploi* de la capacité de production? Cette demande intérieure globale n'est-elle pas cependant excessive par rapport à l'offre globale au point de compromettre la *stabilité des prix* et/ou d'entraîner la détérioration du *solde du compte courant extérieur*. Ce solde du compte courant extérieur peut-il être financé à moyen et à long termes? Une première évaluation peut être faite sur la période en cours, telle qu'elle apparaît dans les comptes des principaux secteurs de l'économie, et au vu de quelques indicateurs simples : le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le taux d'utilisation de la capacité de production, l'évolution du solde du compte courant extérieur, la variation des réserves de change et l'évolution du taux de change.

Le diagnostic peut porter ensuite sur certains aspects structurels de l'économie, en particulier ceux qui entravent une répartition efficace des ressources et une plus forte croissance à long terme de l'économie. On cherchera à identifier les distorsions qui créent un écart entre prix et coûts marginaux sur les marchés des biens et services, financier, des changes et du travail. Ces distorsions peuvent résulter de contrôles ou de fixation des prix (notamment dans le domaine des prix agricoles, ou dans le domaine financier par la fixation des taux d'intérêt), de situations de concurrence imparfaite par l'existence notamment de certaines taxes ou de subventions, de réglementations (dans le domaine financier par la bonification d'intérêt ou par les plafonds de crédit, ou dans le domaine du marché

du travail par les fixations des salaires), ou de restrictions (dans le domaine commercial ou des changes). On cherchera aussi à identifier les aspects structurels qui empêchent d'atteindre une croissance à long terme plus forte, notamment par une insuffisance du taux d'investissement et du taux d'épargne national, mais aussi par des niveaux insuffisants d'éducation et de santé de la population.¹

Le diagnostic doit donc permettre de répondre aux questions suivantes :

- En quoi consistent les déséquilibres et quelles en sont les causes?
- Quelle doit être l'ampleur de l'ajustement et le rythme ou la vitesse de cet ajustement?
- De quels instruments de politique économique dispose-t-on pour mettre en oeuvre cet ajustement?
- Compte tenu de la multiplicité des objectifs et des contraintes, comment utiliser au mieux les instruments de politique économique?

III. Exercice: Scénario de référence et diagnostic

En tenant compte des considérations ci-dessus et des projections des quatre secteurs effectuées

précédemment, compléter le scénario de référence dans les tableaux ci-joints (11.1 à 11.7) et dresser un diagnostic de la situation économique et financière de la Tunisie à fin 1992 et pendant la période 1993–95. Si les projections font apparaître un *écart de financement*, il faudra faire des hypothèses pour combler cet écart et effectuer les itérations correspondantes jusqu'à ce qu'il soit éliminé. Par exemple, si un écart de financement figure dans la projection initiale de la balance des paiements, il faudra faire des hypothèses de financement extérieur par exemple, et incorporer l'impact de ces nouveaux financements sur le service de la dette extérieure (dans la balance des paiements et éventuellement dans le tableau de finances publiques) et il faudra ensuite combler, dans une deuxième itération l'écart de financement supplémentaire dû à l'accroissement du service de la dette, et ainsi de suite. Autre exemple, si un écart de financement apparaît dans la situation des finances publiques, on peut faire l'hypothèse que cet écart sera comblé par un financement de la banque centrale, et il faudra ensuite revoir à la hausse l'hypothèse initiale d'inflation pour tenir compte de l'impact de cette création monétaire, et ainsi de suite. Les deux exemples ci-dessus peuvent être conjugués. Le scénario de référence n'est complété que lorsque tous les écarts de financements sont comblés et que toutes les itérations ont permis d'équilibrer tous les tableaux.

¹On s'abstiendra d'approfondir les aspects sociaux dans la mesure où l'information est trop fragmentaire, voire obsolète, en particulier les indicateurs sociaux mesurant le degré de satisfaction des besoins élémentaires nécessaires au développement humain (alimentation, habitat, santé, alphabétisation); la distribution du revenu; et la protection de l'environnement physique (pollution) et social (hygiène, infrastructure culturelle et sociale).

DIAGNOSTIC (à compléter)

Tableau 11.1.

Tunisie : Scénario de référence, principaux indicateurs économiques et financiers, 1990–95

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	Scénario de référence					
	<i>(Variation annuelle en pourcentage; sauf indications contraires)</i>					
PIB réel	7,6	3,9	8,0			
Indice des prix à la consommation	6,5	7,8	5,5			
Déflateur du PIB	5,7	6,8	5,8			
Exportations, f.à.b. (en dinars)	11,0	11,0	4,0			
Importations, f.à.b. (en dinars)	16,9	-1,3	18,5			
Exportations (volume)	4,5	4,7	5,8			
Importations (volume)	9,6	-7,9	16,2			
Termes de l'échange	-0,4	-1,0	-3,6			
Taux de change effectif nominal	-4,6	-2,3	0,6			
Taux de change effectif réel	-2,7	1,0	2,0			
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	6,3	5,5	8,2			
Crédit net à l'administration centrale ¹	1,8	0,9	-2,1			
Crédit à l'économie ¹	10,1	10,6	16,6			
Vitesse de circulation (PIB/M2)	2,1	2,2	2,3			
	<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Investissement brut	26,4	23,3	27,3			
Épargne intérieure brute	19,1	18,4	20,4			
Épargne nationale brute	21,1	18,9	21,4			
Solde de la balance commerciale	-13,7	-9,0	-12,9			
Solde de la balance courante	-5,3	-4,4	-6,0			
Encours de la dette extérieure totale	54,2	54,3	51,4			
Recettes de l'administration centrale	29,9	28,7	28,9			
Dépenses courantes	26,1	26,0	25,1			
Dépenses d'équipement	8,0	8,4	6,4			
Déficit (-) de l'administration centrale (base ordonnancement)	-3,9	-5,4	-2,6			
	<i>(En millions de DTS; sauf indications contraires)</i>					
Solde global de la balance des paiements	-74,0	-48,0	83,0			
Réserves brutes (fin de période)	565,0	559,0	658,0			
Réserves (en mois d'importations; f.à.b.)	1,8	1,9	1,8			
Ratio du service de la dette ²	22,7	23,5	19,9			

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹En pourcentage de la masse monétaire de début de période.

²En pourcentage des recettes d'exportations de biens et services; commissions dues au FMI comprises.

Tableau 11.2.

Tunisie : Scénario de référence, flux économiques et financiers, 1993-95*(En millions de dinars)*

	1993				
	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde
Revenu national disponible ¹					
Consommation finale					
Investissement brut					
Exportations (b. et s. n.f.) ²					
Importations (b. et s. n.f.) ²					
Services facteurs (net)					
Transferts (net)					
Solde des opérations non financières (= S - I)					
Prêts nets					
Financement extérieur					
Investissements directs					
Capitaux à moyen et long termes (net)					
Capitaux à court terme (net)					
Allègement de la dette					
Variation des avoirs extérieurs nets					
Financement intérieur					
Crédit intérieur					
Variation de la masse monétaire					
Financement non bancaire					
Autres postes					

¹Revenu national disponible = PIB + Services facteurs (net) + Transferts (net); on considère à titre de simplification que la consommation de capital fixe est nulle.

²B. et s.n.f. = biens et services non facteurs.

1994					1995				
Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde	Comptes nationaux	Adm. publiques	Secteur privé	Secteur bancaire	Reste du monde

Tableau 11.3.

Tunisie : Scénario de référence, ventilation sectorielle du PIB par origine, 1988–95*(En millions de dinars à prix constants de 1990; sauf indications contraires)*

	1988	1989	1990	1991	1992	Scénario de référence		
						1993	1994	1995
Secteur primaire	2.132,0	2.214,3	2.500,0	2.826,0	2.937,9			
Agriculture et pêche	1.175,0	1.243,0	1.587,0	1.820,0	1.925,6			
Industries extractives	93,3	100,0	93,3	93,4	92,4			
Hydrocarbures, électricité et eau	862,7	871,3	819,7	912,6	919,9			
Dont : Hydrocarbures	(711,7)	(716,2)	(655,8)	(743,3)	(741,2)			
Industries manufacturières	1.393,7	1.477,4	1.641,2	1.708,1	1.845,6			
Industries alimentaires	297,0	279,0	320,8	341,0	390,0			
Industries manufacturières hors industries alimentaires	1.096,7	1.198,4	1.320,4	1.367,1	1.455,6			
Matériaux de construction et verre	213,9	229,3	247,1	250,8	261,5			
Industries mécaniques et électriques	188,8	202,8	222,3	230,7	239,6			
Industries chimiques et du caoutchouc	94,4	98,0	102,5	105,5	110,6			
Textiles, vêtements et cuir	396,8	450,4	517,4	538,0	582,9			
Bois, papier et autres	202,8	217,9	231,1	242,1	261,0			
Bâtiments et travaux publics	418,5	468,2	540,0	545,5	592,4			
Services	4.757,8	4.886,1	5.047,8	5.047,4	5.555,7			
Transports et télécommunications	611,9	642,7	666,5	678,7	763,2			
Tourisme	448,1	435,5	432,0	304,0	468,0			
Commerce et autres services	2.486,8	2.547,9	2.641,3	2.696,7	2.899,5			
Services des administrations publiques	1.211,0	1.260,0	1.308,0	1.368,0	1.425,0			
PIB aux coûts des facteurs	8.701,0	9.046,0	9.729,0	10.127,0	10.931,6			
Impôts indirects moins subventions	1.145,0	1.167,0	1.261,0	1.287,0	1.396,0			
PIB aux prix du marché	9.846,0	10.213,0	10.990,0	11.414,0	12.327,6			
Pour mémoire :								
Déflateur du PIB (indice base 1990 = 100)	88,2	94,6	100,0	106,8	113,0			
croissance annuelle (en pourcentage)	...	7,2	5,7	6,8	5,8			
Indice des prix à la consommation (indice base 1990 = 100)	87,2	93,9	100,0	107,8	113,8			
croissance annuelle (en pourcentage)	...	7,7	6,5	7,8	5,5			
PIB nominal (en millions de dinars)	8.685	9.661	10.990	12.194	13.928			

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

Tableau 11.4.

Tunisie : Scénario de référence, emplois et ressources du PIB, 1988–95

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	Scénario de référence							
<i>(En millions de dinars à prix courants)</i>								
Consommation	6.969,0	7.860,0	8.887,0	9.947,0	11.087,0			
Secteur privé ¹	5.970,0	6.703,0	7.642,2	8.503,2	9.496,7			
Administration centrale	999,0	1.157,0	1.244,8	1.443,8	1.590,3			
Formation brute de capital fixe	1.680,0	2.000,0	2.515,0	2.727,0	3.492,4			
Secteur privé ¹	1.232,0	1.597,0	2.016,6	2.030,0	2.932,4			
Administration centrale	448,0	403,0	498,4	697,0	560,0			
Variation des stocks	5,0	182,0	381,3	109,5	314,1			
Demande intérieure	8.654,0	10.042,0	11.783,3	12.783,5	14.893,5			
Excédent (+) / Déficit (-) en ressources	31,0	-381,0	-793,3	-589,5	-965,5			
Exportation de biens et services non facteurs	3.639,0	4.254,0	4.591,9	4.710,9	5.291,4			
Importation de biens et services non facteurs	3.608,0	4.634,0	5.385,2	5.300,4	6.256,9			
PIB aux prix du marché	8.685,0	9.661,0	10.990,0	12.194,0	13.928,0			
Revenu net des facteurs provenant de l'étranger	52,0	66,0	213,1	54,2	136,2			
PNB aux prix du marché	8.737,0	9.727,0	11.203,1	12.248,2	14.064,2			
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Pour mémoire :								
Investissement brut	19,4	22,6	26,4	23,3	27,3			
Épargne intérieure brute	19,8	18,6	19,1	18,4	20,4			
Épargne nationale brute	20,4	19,3	21,1	18,9	21,4			
Déséquilibre épargne-investissement	1,0	-3,3	-5,3	-4,4	-6,0			
Secteur privé	0,8	-1,8	-4,8	-1,3	-5,9			
Administration centrale	0,1	-1,4	-0,5	-3,1	-0,1			

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Comprend tous les agents économiques autres que l'administration centrale.

Tableau 11.5.

Tunisie : Scénario de référence, balance des paiements, 1988-95¹

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	Scénario de référence							
	<i>(En millions de dinars)</i>							
Balance commerciale	-941	-1.152	-1.501	-1.101	-1.801			
Exportations, f.à.b.	2.055	2.782	3.089	3.429	3.566			
Energie	331	555	534	490	538			
Hors énergie	1.724	2.227	2.555	2.940	3.028			
Importations, f.à.b.	-2.996	-3.935	-4.590	-4.530	-5.367			
Energie	-210	-361	-428	-366	-397			
Hors énergie	-2.786	-3.573	-4.162	-4.164	-4.970			
Services et transferts (net)	1.024	838	921	565	972			
Services non facteurs	972	773	708	511	836			
Dont : recettes touristiques	(1.086)	(881)	(828)	(633)	(933)			
Services facteurs et transferts	52	66	213	54	136			
Dont : paiements d'intérêts envois de fonds des travailleurs	(-353)	(-392)	(-371)	(-372)	(-399)			
	(467)	(464)	(525)	(528)	(559)			
Solde des transactions courantes	83	-315	-580	-535	-830			
Capitaux	257	389	491	474	933			
Dons	52	71	71	30	60			
Investissements directs (net)	95	137	163	152	400			
Dont : gazoduc et installations de Miskar	(...)	(...)	(...)	(...)	(202)			
Emprunts à moyen et long termes	50	134	192	229	280			
Décaissements	628	861	931	1.007	1.064			
Amortissement	-579	-728	-739	-778	-783			
Capitaux à court terme et erreurs et omissions	61	49	67	65	193			
Balance globale	340	75	-88	-61	103			
Variation des réserves nettes (augmentation-)	-340	-75	88	61	-103			
Utilisation nette des crédits du Fonds	17	0	-98	71	39			
Achats	17	0	0	197	65			
Rachats	0	0	-98	-126	-26			
Autres avoirs nets (augmentation-)	-357	-75	185	-10	-142			
	<i>(Unités indiquées)</i>							
Pour mémoire :								
Taux de change ¹ :								
Dinar/DTS	1,1527	1,2168	1,1916	1,2650	1,2456			
DTS/Dinar	0,8675	0,8218	0,8392	0,7905	0,8028			
Dinar/\$E.U.	0,8578	0,9493	0,8784	0,9246	0,8844			
\$E.U./Dinar	1,1658	1,0534	1,1384	1,0815	1,1307			

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Moyenne de la période.

Tableau 11.6.

Tunisie : Scénario de référence, opérations financières de l'administration centrale, 1988-95¹

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	Scénario de référence							
<i>(En millions de dinars)</i>								
Recettes et dons	2.743,6	3.071,1	3.356,3	3.523,9	4.085,3			
Recettes	2.713,2	2.927,9	3.286,2	3.491,4	4.031,2			
Recettes fiscales	2.002,9	2.257,8	2.551,4	2.874,6	3.294,0			
Taxe sur le commerce								
extérieur	730,6	816,8	888,5	954,5	1.111,9			
Autres	1.272,3	1.441,0	1.662,9	1.920,1	2.182,1			
Recettes non fiscales	710,3	670,1	734,8	616,8	737,2			
Secteur pétrolier	388,3	393,9	392,9	254,4	296,0			
Autres	322,0	276,2	341,9	362,4	441,2			
Dons	30,4	143,2	70,1	32,5	54,1			
Dépenses et prêts nets	3.130,2	3.482,8	3.787,0	4.178,7	4.445,0			
Dépenses	3.057,9	3.418,1	3.743,3	4.202,3	4.381,3			
Dépenses courantes	2.255,6	2.693,3	2.862,9	3.176,1	3.490,4			
Traitements et salaires	833,7	949,7	1.013,5	1.158,1	1.301,8			
Biens et services	165,4	207,5	231,3	285,7	288,5			
Paiements d'intérêts	278,1	316,7	341,3	416,1	435,4			
Dettes extérieures	213,9	239,1	249,0	258,0	247,3			
Dettes intérieures	64,2	77,6	92,3	158,1	188,1			
Subventions et transferts ²	978,4	1.219,4	1.276,7	1.316,2	1.464,7			
Dont : subventions à								
la consommation	(231,0)	(346,3)	(300,0)	(272,0)	(255,0)			
Dépenses d'équipement	802,3	724,8	880,4	1.026,2	890,9			
Investissement direct	448,5	403,2	497,6	697,3	559,9			
Transferts en capital et								
prises de participation	353,8	321,6	382,8	328,9	331,0			
Prêts nets	72,3	64,7	43,8	-23,6	63,7			
Déficit global	-386,6	-411,7	-430,8	-654,8	-359,7			
Financement	386,6	411,7	430,8	654,8	359,7			
Extérieur	140,4	117,7	75,0	319,2	22,4			
Tirages	466,8	520,9	538,0	799,4	579,0			
Budgétaires	263,8	310,9	283,4	374,9	319,2			
Extrabudgétaires	203,0	210,0	254,6	424,5	259,8			
Amortissement	-326,4	-403,2	-463,0	-480,2	-556,6			
Intérieur	246,2	294,0	355,8	335,6	337,3			
Banques	-44,0	45,0	85,0	45,0	-113,7			
Divers ³	290,2	249,0	270,8	290,6	451,0			
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Pour mémoire :								
Recettes et dons	31,6	31,8	30,5	28,9	29,3			
Recettes fiscales	23,1	23,4	23,2	23,6	23,7			
Dons	0,3	1,4	0,6	0,2	0,4			
Dépenses et prêts nets	36,0	36,1	34,5	34,3	31,9			
Déficit, dons compris	-4,5	-4,3	-3,9	-5,4	-2,6			
Déficit, dons exclus	-4,8	-5,7	-4,6	-5,6	-3,0			
PIB nominal (en milliards de dinars)	8.685	9.661	10.990	12.194	13.928			

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.

¹Comprend les budgets de fonctionnement et d'équipement, les fonds spéciaux, les fonds de concours, les opérations extrabudgétaires financées sur ressources extérieures, les opérations nettes du Trésor et celles des caisses de sécurité sociale. Les données sont conformes avec la présentation des statistiques de finances publiques du FMI.

²Y compris les transferts liés aux secteurs de la santé et de l'éducation, à la sécurité sociale, et aux subventions à la consommation.

³Y compris les fonds en route et les erreurs et omissions.

Tableau 11.7.

Tunisie : Scénario de référence, situation monétaire, 1988-95

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	Scénario de référence							
<i>(En millions de dinars; fin de période)</i>								
Avoirs extérieurs nets	542	668	612	526	547			
Avoirs extérieurs	...	1.254	1.138	1.193	1.382			
Engagements extérieurs	...	-586	-526	-667	-835			
Crédit intérieur	5.188	5.563	6.143	6.741	7.539			
Crédit à l'Etat	677	722	808	853	739			
Banque centrale	-70	-85	-55	-68	47			
Banques créatrices de monnaie	652	715	762	793	535			
Contrepartie des dépôts aux CCP	95	92	100	128	157			
Crédit à l'économie	4.512	4.841	5.335	5.888	6.800			
Banque centrale	13	31	34	41	39			
Banques créatrices de monnaie	4.499	4.810	5.301	5.847	6.760			
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	4.422	4.910	5.220	5.507	5.957			
Monnaie	2.460	2.527	2.649	2.640	2.835			
Circulation fiduciaire	800	875	1.005	1.104	1.156			
Dépôts à vue	1.660	1.652	1.644	1.536	1.679			
Institutions financières	...	37	11	12	14			
Entreprises non financières et ménages	...	1.615	1.633	1.524	1.665			
Quasi-monnaie	1.962	2.383	2.571	2.867	3.122			
Institutions financières	...	73	108	100	97			
Entreprises non financières et ménages	...	2.310	2.463	2.767	3.024			
Dépôts à long terme	226	254	321	351	388			
Autres postes nets	1.082	1.067	1.214	1.410	1.741			
Ressources spéciales	...	664	734	806	848			
Comptes de capital	...	574	640	759	939			
Autres	...	-172	-160	-155	-46			
<i>(Variation annuelle en pourcentage de la monnaie et quasi-monnaie en début de période)</i>								
Avoirs extérieurs (net)	9,8	2,8	-1,1	-1,6	0,4			
Crédit intérieur	15,8	8,5	11,8	11,5	14,5			
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	9,2	11,0	6,3	5,5	8,2			
Dépôts à long terme	6,0	0,6	1,4	0,6	0,7			
Autres postes (net)	0,5	-0,3	3,0	3,8	6,0			
<i>(Variation annuelle en pourcentage; sauf indications contraires)</i>								
Pour mémoire :								
PIB nominal	8,6	11,2	13,8	11,0	14,2			
PIB réel	0,1	3,7	7,6	3,9	8,0			
Déflateur du PIB	8,5	7,2	5,7	6,8	5,8			
Indice des prix à la consommation	7,2	7,7	6,5	7,8	5,5			
Vitesse de la circulation monétaire (PIB/M2)	2,0	2,0	2,1	2,2	2,3			
Multiplicateur monétaire (M2/Base monétaire)	4,0	3,6	4,6	4,4	4,4			

Source : Base de données et estimations de l'Institut du FMI.